



Le Diable est dans les Détails : Les Déterminants Robustes de l'Aide au Développement dans les Pays Sahéliens G5

Nimonka Bayale et Brigitte Kanga Kouassi

Octobre 2023 / No.810

Résumé

Ce document introduit l'incertitude du modèle dans l'étude empirique sur les déterminants de l'aide au développement au niveau régional. Pour ce faire, il adopte une approche bayésienne de moyenne des modèles de panel appliquée aux données des pays du G5 Sahel, couvrant la période 1980-2018. Nos résultats suggèrent que, parmi les régresseurs considérés, ceux qui reflètent les attaques terroristes, les enjeux commerciaux, y compris les dépenses militaires, les perspectives socio-économiques et les conditions institutionnelles ont tendance à recevoir des probabilités d'inclusion a posteriori élevées. L'étude explore la

relation entre ces variables de régression et l'aide étrangère en utilisant les moindres carrés ordinaires entièrement modifiés (FMOLS), les moindres carrés ordinaires entièrement modifiés actualisés en continu (CUP-FM), les moindres carrés ordinaires dynamiques (DOLS), ainsi que le test de causalité en panel de Dumitrescu et Hurlin (2012). Les résultats mettent en évidence trois préoccupations qui peuvent justifier les flux d'aide vers les pays du G5 Sahel : (a) les questions de paix et de sécurité, (b) l'intérêt économique des donateurs, et (c) les besoins économiques des bénéficiaires. Le document recommande aux pays du Sahel de renforcer la coopération internationale pour la sécurité et la paix, conformément à l'objectif 16 de l'Agenda 2030 pour le développement durable de l'Organisation des Nations unies (ONU) et à l'objectif 13 de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA).

Introduction

Depuis plusieurs décennies, les pays en développement ont bénéficié d'importants flux d'aide internationale dans le but de répondre à une vision dichotomique conventionnelle : (i) la promotion de la croissance économique, et (ii) la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Bayale 2020 ; Sachs, 2016 ; Deaton, 2013 ; Burnside et Dollar, 2000). De nos jours, ces flux d'aide internationale sont cohérents avec de multiples considérations politiques qui sont souvent dictées par l'environnement politique, institutionnel et socio-économique (Kaufmann et al., 2019 ; Findley, 2018 ; Brown, 2005). Dans la littérature économique, il apparaît que les déterminants théoriques de l'allocation de l'aide au développement sont véritablement complexes et difficiles à clarifier. Ils vont de la générosité des donateurs aux intérêts égoïstes (Bayale, 2020 ; Bandyopadhyay et Vermann, 2013 ; Bandyopadhyay et Wall, 2007 ; Berthélemy, 2006 ; Neumayer, 2003). Certaines études empiriques montrent que le volume de l'aide étrangère ou de l'aide internationale accordée à un pays bénéficiaire dépend de l'intensité avec laquelle celui-ci soutient les intérêts de ses donateurs, peut-être en matière de politique internationale ou de renforcement des intérêts économiques par le biais du commerce (Bayale, 2020 ; Dollar et Levin, 2006 ; Alesina et Dollar, 2000). D'autres résultats empiriques soutiennent que, selon la logique du besoin, l'aide internationale aux pays en développement vise à améliorer le niveau de vie des résidents de ces pays (Gamso et Yuldashev, 2018 ; Cardwell et Ghazalian, 2018 ; Page et Shimeles, 2015 ; Bandyopadhyay et Vermann, 2013 ; Collier et Dollar, 2002).

Néanmoins, avec le remaniement de l'aide étrangère au cours de la dernière décennie et compte tenu de certaines considérations stratégiques et géopolitiques, d'autres facteurs déterminants sont apparus dans la littérature. Il s'agit, entre autres, des facteurs suivants : (i) l'augmentation des flux migratoires et (ii) la préservation des services publics mondiaux : (i) l'augmentation des flux migratoires, et (ii) la préservation des services ou biens publics mondiaux (Bayale, 2020). Certaines études soulignent le fait qu'une augmentation du taux d'émigration est susceptible d'accroître

l'aide aux pays d'origine des migrants (Dreher et al., 2019 ; Clemens et Postel, 2018 ; Sachs, 2016). Par conséquent, l'augmentation de l'aide au développement rural, par exemple, pourrait réduire les migrations internationales (Gamso et Yuldashev, 2018). D'autres études montrent que l'aide internationale évolue vers la préservation des services ou biens publics mondiaux (Sullivan et al., 2020 ; Bayale, 2020 ; Marniesse, 2005 ; Severino, 2001). Ces services ou biens publics mondiaux sont partagés par les pays développés et les pays en développement et comprennent la paix et la sécurité, un environnement stable, la santé et l'éducation. Les pays développés ne peuvent donc pas s'attendre à des résultats tangibles dans ces domaines sans collaborer avec les pays en développement.

En ce qui concerne la stabilité, la paix et la sécurité en particulier, il convient de noter que la région du G5 Sahel est une région confrontée à des défis majeurs, dont les plus importants sont le terrorisme, la violence et la criminalité transnationale organisée. A cela s'ajoute la résurgence des rébellions armées et des conflits intercommunautaires. Ces deux menaces sont intimement liées et créent un contexte d'instabilité récurrente dans cette zone spécifique (Sullivan et al., 2020 ; Bayale, 2020 ; Pannier et Schmitt, 2019).

Les données de la base de données mondiale sur le terrorisme (GTD) indiquent qu'il y a eu six attaques terroristes internationales et nationales dans la zone du G5 Sahel en 2010. Ce nombre est passé à 83 en 2015 et à 218 en 2018 (GTD, 2020). Cette situation nécessite de nouvelles réponses institutionnelles, non seulement de la part des pays concernés, mais aussi de la part de la communauté internationale. L'implication des États concernés pour endiguer le phénomène nécessite la définition d'un cadre institutionnel solide dans le but d'apporter une réponse régionale et coordonnée aux défis de la sécurité et de la violence, ainsi qu'aux menaces du terrorisme armé et des groupes violents opérant dans la région. Cela s'est également traduit par une augmentation significative des forces de défense et de sécurité et des dépenses militaires dans ces pays (Laville, 2016). Le soutien de la communauté internationale se manifeste par des flux d'aide internationale. Par exemple, selon la base de données de la Banque mondiale, les flux d'aide étrangère vers les pays du G5 Sahel ont connu une croissance sans précédent au cours des dernières décennies. De 289,85 millions de dollars US en 2000, ils sont passés à 414,22 millions de dollars US en 2005, puis à 748,24 millions de dollars US en 2010. En 2018, le total des flux d'aide étrangère au Sahel s'élevait à 1 322,47 millions de dollars US (WDI, 2020). La moyenne des flux d'aide à l'Afrique subsaharienne était de 205,273 millions de dollars US en 2000, 478,694 millions de dollars US en 2005, 643,871 millions de dollars US en 2010 et 698,385 millions de dollars US en 2017 (OCDE, 2020). Ainsi, l'aide internationale à la région du G5 Sahel a presque quintuplé en moins de vingt ans et est restée supérieure à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne.

L'aide internationale semble avoir été une source directe, importante et exceptionnelle de revenus pour ces pays, en particulier ces dernières années. Compte tenu de ces faits stylisés, d'une part, et de la situation actuelle en matière de sécurité et de paix dans la région du G5 Sahel, d'autre part, il existe des préoccupations légitimes et pertinentes qui nécessitent un examen holistique des principaux moteurs des flux d'aide étrangère vers les pays du G5 Sahel.

Le but de cette étude est d'apporter une contribution significative à la littérature, et ce à deux égards. Premièrement, à notre connaissance, il n'existe pas d'analyse empirique sur le sujet dans la région du G5, qui est confrontée à des défis sans précédent en matière de sécurité, de violence, d'économie et d'environnement. La plupart des études consultées se sont concentrées sur les pays en développement. Cette étude cherche à combler cette lacune dans les connaissances empiriques existantes en examinant les effets et les relations entre plusieurs caractéristiques socio-économiques et institutionnelles des pays et l'aide étrangère dans la région du G5 Sahel au cours de la période 1980 à 2018. Deuxièmement, elle contribue à une compréhension meilleure et plus précise des facteurs qui déterminent l'augmentation de l'aide internationale dans cette région spécifique, en offrant de nouvelles preuves quantitatives. Les études précédentes ont utilisé des approches aléatoires pour analyser les déterminants de l'aide étrangère, mais l'approche de la moyenne des modèles bayésiens (BMA) améliore les approches précédentes en sélectionnant séquentiellement les déterminants clés sur la base des probabilités d'inclusion a posteriori. Il s'agit là d'une contribution méthodologique essentielle de l'étude. Par conséquent, les résultats de l'étude pourraient permettre aux décideurs politiques de la région et aux donateurs de prendre des décisions plus éclairées en ce qui concerne la conduite de la coopération internationale.

En appliquant une approche BMA de panel, les déterminants clés reflétant les attaques terroristes, les enjeux commerciaux, les dépenses militaires, les perspectives socio-économiques et les conditions institutionnelles tendent à recevoir des probabilités d'inclusion a posteriori élevées. En explorant la relation entre ces régresseurs et l'aide internationale en utilisant les moindres carrés ordinaires entièrement modifiés (FMOLS), les moindres carrés ordinaires entièrement modifiés continuellement mis à jour (CUP-FM) et les moindres carrés ordinaires dynamiques (DOLS) comme estimateurs à long terme. L'approche des résultats BMA est confirmée et valide. Enfin, le test de causalité en panel de Dumitrescu et Hurlin (2012), les résultats de ces approches mettent en évidence trois préoccupations qui peuvent justifier les flux d'aide vers les pays du G5 Sahel : (a) les questions de paix et de sécurité, (b) l'intérêt des donateurs (intérêt personnel), et (c) les besoins économiques des bénéficiaires. Des recommandations politiques adéquates sont basées sur ces résultats.

Sources de données

Notre étude porte sur les pays du G5 Sahel, à savoir le Burkina Faso, le Mali, le Niger, la Mauritanie et le Tchad, et couvre la période 1980-2018, pour laquelle les données sont disponibles. Sur la base de certaines études (Bayale, 2020 ; Furuoka, 2017 ; Bandyopadhyay et Vermann, 2013 ; Bandyopadhyay et Wall, 2007 ; Berthélemy, 2006) qui ont identifié des données théoriques et empiriques générales liant l'aide étrangère aux perspectives socio-économiques, aux enjeux commerciaux et aux conditions institutionnelles, un ensemble de 22 régresseurs potentiels de l'aide internationale est pris en compte à partir de plusieurs ensembles de données.

Les données utilisées proviennent de la base de données des indicateurs du développement mondial (WDI) de la Banque mondiale, des données sur la fuite des cerveaux de l'Institut de recherche sur l'emploi (IAB), des ensembles de données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) et de celle du Guide international des risques pays (ICRG), de la base de données sur le terrorisme mondial (GTD) et de la base de données sur l'aide à la sécurité et à la défense des États-Unis, ainsi que des sites Internet de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de l'Union africaine (UA). Nous avons extrait des données sur l'aide étrangère (aide publique au développement nette, APD) de la base de données WDI. Celle-ci contient également des données sur des indicateurs socio-économiques tels que le produit intérieur brut (PIB) réel par habitant, la rente des ressources naturelles et la rente pétrolière, le taux de croissance du PIB, la population, le chômage (population active), le taux de mortalité infantile, le solde budgétaire, l'inflation (indice IPC), la dette publique et les variables commerciales. Ces variables sont extraites sur la base de la littérature standard (Bayale, 2020 ; Dreher et al., 2019 ; Bandyopadhyay et Vermann, 2013 ; Berthélemy, 2006).

Notre variable dépendante est l'APD nette reçue. Elle correspond aux décaissements des prêts accordés à des conditions préférentielles et des dons par les agences officielles des membres du Comité d'aide au développement (CAD), par les institutions multilatérales et par les pays non membres du CAD pour promouvoir le développement économique et le bien-être dans les pays et territoires figurant sur la liste des bénéficiaires de l'APD du CAD, mesurés en dollars américains (US\$) pour chaque pays du G5 Sahel au cours de la période d'étude (WDI, 2020).

Les autres ensembles de données utilisés sont le SIPRI, le GTD, les données sur la fuite des cerveaux de l'IAB et la base de données sur l'aide à la sécurité et à la défense des États-Unis. Sur la base de la littérature (Sullivan et al., 2020 ; Martinez-Zarzoso, 2019 ; Lanati et Thiele, 2018 ; Bandyopadhyay et Wall, 2007), nous avons extrait des séries de données importantes de ces bases de données, telles que les dépenses militaires et les importations d'armes, les attaques terroristes, le taux d'émigration

et l'aide à la sécurité des États-Unis, respectivement, ainsi que l'indice de liberté de Freedom House (FH). Les données sur les initiatives régionales en matière de sécurité proviennent de recherches documentaires sur les sites Internet des Nations unies et de l'Union africaine.

Un dernier groupe de variables reflétant les aspects institutionnels et politiques comprend les conflits internes, la stabilité du gouvernement, les conditions socio-économiques et les indices de corruption tirés de l'ensemble de données de l'ICRG. Selon Bayale (2020), Sullivan et al. (2020), Bandyopadhyay et Wall (2007) et Berthélemy (2006), les facteurs instructionnels et/ou politiques peuvent également générer différentes incitations à emprunter ou à bénéficier de l'aide étrangère.

Conclusion et Implications politique

Ces dernières années, les pays du G5 Sahel ont été confrontés à plusieurs problèmes de sécurité qui menacent leur stabilité, leur paix et leur sécurité. Parallèlement, plusieurs pays développés et institutions multilatérales fournissent d'importants flux d'aide publique au développement à ces pays, avec une variété de raisons pour justifier ces flux d'aide étrangère. Dans cette étude, nous avons examiné les déterminants de l'aide internationale dans les pays du G5 Sahel pour la période 1980-2018, avec une fréquence annuelle. Pour ce faire, nous avons d'abord appliqué une approche de moyenne de modèle bayésien (BMA) dans un cadre de régression de données de panel pour identifier les facteurs ou variables les plus importants qui influencent les flux d'aide étrangère, sur la base des probabilités d'inclusion a posteriori (PIP), des coefficients moyens et de l'écart-type pour chaque variable du modèle initial. Deuxièmement, nous avons vérifié les dépendances entre les pays et appliqué un test de racine unitaire de panel de deuxième génération qui contrôle la dépendance transversale. En raison de l'existence de variables non stationnaires, la relation de cointégration est approuvée en contrôlant la dépendance transversale dans l'étude. Sur la base de la confirmation d'une relation de cointégration, nous avons effectué les estimations des moindres carrés ordinaires entièrement modifiés (FMOLS), des moindres carrés ordinaires entièrement modifiés continuellement mis à jour (CUP-FM) et des moindres carrés ordinaires dynamiques (DOLS) afin de produire des paramètres de cointégration à long terme pour nos estimations. Enfin, nous avons détecté la direction de la causalité pour ces relations à long terme en utilisant le test de causalité en panel de Dumitrescu et Hurlin (2012).

Les résultats empiriques appuient fortement le fait que, parmi l'ensemble des 22 régresseurs considérés, ceux qui reflètent les attaques terroristes, les enjeux commerciaux, y compris les dépenses militaires, les perspectives socio-économiques et les conditions institutionnelles tendent à avoir des probabilités d'inclusion a posteriori élevées. Plus précisément, les attaques terroristes, l'ouverture commerciale, les dépenses militaires, le taux d'émigration, la mortalité infantile et les rentes tirées

des ressources naturelles semblent particulièrement attirer l'aide étrangère, tandis que le PIB réel par habitant et la croissance, l'inflation, les indices de conflit interne et de stabilité gouvernementale et la population sont significativement négatifs et semblent freiner l'aide internationale. Par conséquent, les résultats mettent en évidence trois préoccupations qui peuvent déterminer les flux d'aide vers les pays du G5 Sahel : (a) les questions de paix et de sécurité, (b) l'intérêt économique des donateurs, et (c) les besoins économiques des bénéficiaires.

Sur la base de ces résultats importants, certaines implications pertinentes en matière de politique économique sont proposées : (i) bien qu'il soit difficile de trouver un équilibre entre les intérêts des donateurs et des bénéficiaires, il est important que la motivation à fournir de l'aide soit en harmonie avec les besoins des bénéficiaires, (ii) la création d'un fonds d'urgence et spécifique pour la sensibilisation à la non-radicalisation dans les pays fragiles et touchés par des conflits en Afrique est recommandée ; ce fonds permettra de mettre en place des comités de suivi et de sensibilisation afin d'améliorer la communication autour de la question du terrorisme au sein de la population, et (iii) une plus grande implication de la communauté internationale dans le développement et la sécurité du Sahel conformément au 13e objectif de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) et au 16e objectif de l'Agenda 2030 pour le développement durable (ODD), adoptés par tous les États membres des Nations unies (ONU) en 2015.

Références

- Africa Center for Strategic Studies. ACSS. 2019. "A review of major regional security efforts in the Sahel". At <https://africacenter.org/spotlight/review-regional-security-efforts-sahel/>.
- Alesina, A. and B. Dollar. 2000. "Who gives foreign aid to whom and why?" *Journal of Economic Growth*, 5(1): 33–63.
- Azam, J.P. and A. Delacroix. 2006. "Aid and the delegated fight against terrorism". *Review of Development Economics*, 10(2): 330–44.
- Bandyopadhyay, S., T. Sandler, and J. Younas. 2014. "Foreign direct investment, aid, and terrorism". *Oxford Economic Papers*, 66(1): 25–50.
- Bandyopadhyay, S. and E.K. Vermann. 2013. "Donor motives for foreign aid". *Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, 95(4): 327–36.
- Bandyopadhyay, S., and H.J. Wall. 2007. "The determinants of aid in the post-Cold War Era". *Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, 89(6): 533–47.
- Bayale, N. 2020. "Empirical investigation into the determinants of foreign aid in Sahel countries: A panel Bayesian model averaging approach". *Defence and Peace Economics*, (C), 1–22.
- Berthélemy, J.C. 2006. "Bilateral donors' interest vs. recipients' development motives in aid allocation: Do all donors behave the same?" *Review of Development Economics*, 10(2): 179–94.
- Brown, S. 2005. "Foreign aid and democracy promotion: Lessons from Africa". *The European Journal of Development Research*, 17(2): 179–98.

- Burnside, C., and D. Dollar. 2000. "Aid, policies, and growth". *American Economic Review*, 90: 847–68.
- Cardwell, R. and P.L. Ghazalian. 2018. "The effects of aid agency independence on bilateral aid allocation decisions". *World Development*, 106(C): 136–48.
- Clemens, A.M., and H.M. Postel. 2018. *Deterring Emigration with Foreign Aid: An Overview of Evidence from Low-Income Countries*. CGD Policy Paper. Center for Global Development, Washington, D.C.
- Collier, P., and D. Dollar. 2002. "Aid allocation and poverty reduction". *European Economic Review*, 46(8): 1475–500.
- Deaton, A. 2013. "The great escape: Health, wealth, and the origins of inequality". USA, Princeton University Press.
- Dollar, D., and V. Levin. 2006. "The increasing selectivity of foreign aid, 1984–2003". *World Development*, 34(12): 2034–46.
- Dreher, A., A. Fuchs, and S. Langlotz. 2019. "The effects of foreign aid on refugee flows". *European Economic Review*, 112: 127–47.
- Dudley, L.M. and C. Montmarquette. 1976. "A model of the supply of bilateral foreign aid". *American Economic Review*, 66(1): 132–42.
- Gamso, J. and F. Yuldashev. 2018. "Does rural development aid reduce international migration?" *World Development*, 110(C): 268–82.
- Furuoka, F. 2017. "Determinants of China's and Japan's foreign aid allocations in Africa". *African Development Review*, 29(3): 376–88.
- Kaufmann, D., E.F. McGuirk and P. Vicente. 2019. "Foreign aid preferences and perceptions in donor countries". *Journal of Comparative Economics*, 47(3): 601–17.
- Lanati, M. and R. Thiele. 2018. "The impact of foreign aid on migration revisited". *World Development*, 111(C): 59–74.
- Martinez-Zarzoso, I. 2019. "Effects of foreign aid on income through international trade". *Politics and Governance*, 7(2): 29–52.
- Oh, J., J. Song and S. Yim. 2015. "Comparison of aid allocation patterns of two emerging donors: Korea and Greece". *Review of European Studies*; 12(7): 1–12.
- Page, J., and A. Shimeles. 2015. "Aid, employment and poverty reduction in Africa". *African Development Review*, 27(S1): 17–30.
- Sachs, J.D. 2016. "Toward an international migration regime". *American Economic Review*, 106(5): 451–55.
- Severino, J-M. 2001. "Refonder l'aide au développement au XXIe siècle". *Critique Internationale*, 1(10): 75–99.
- Sullivan, P.L., L.J. Blanken and I.C. Rice. C. 2020. "Arming the peace: Foreign security assistance and human rights conditions in post-conflict countries". *Defence and Peace Economics*, 31(2): 177–200.
- Trumbull, W.N. and H.J. Wall. 1994. "Estimating aid-allocation criteria with panel data". *Economic Journal*, 104(425): 876–82.
- Tugcu, C.T. 2018. "Panel data analysis in the energy-growth nexus (EGN)". In *The Economics and Econometrics of the Energy-growth Nexus*. Academic Press.
- World Development Indicators. (WDI). 2020. The World Bank, Washington, D.C. At <https://databank.worldbank.org/home.aspx>.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org